

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 juin 2021
Français
Original : espagnol

Soixante-quinzième session
Point 46 de l'ordre du jour
Question des Îles Falkland (Malvinas)

**Lettre datée du 10 juin 2021, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué officiel du Ministère des affaires étrangères et du culte de la République argentine publié à l'occasion de la Journée de l'affirmation des droits de l'Argentine sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, célébrée le 10 juin (voir annexe).

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour relatif à la question des Îles Malvinas.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Maria del Carmen Squeff



Annexe à la lettre datée du 10 juin 2021 adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais, espagnol et français]

10 juin : Journée de l'affirmation des droits de l'Argentine sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes

Buenos Aires, le 10 juin 2021

Ce 10 juin 2021, le Gouvernement et le peuple de la République argentine commémorent le 192^e anniversaire de la création du Commandement politique et militaire des Îles Malvinas et des îles avoisinantes du Cap Horn par le Gouvernement de la province de Buenos Aires.

Dès le début du processus d'émancipation, en 1810, l'Argentine, en sa qualité d'héritière des territoires espagnols de l'Atlantique Sud, a exercé de façon permanente ses droits sur les archipels australs situés dans cette zone. Entre 1767 et 1811, date à laquelle l'Espagne a retiré sa garnison dans le contexte de la guerre d'indépendance du Río de la Plata (tout en laissant derrière elle des signes de possession), la juridiction espagnole a été exercée sans interruption par une succession de 32 gouverneurs résidents qui relevaient de Buenos Aires.

C'est en 1820 que le drapeau argentin a été hissé pour la première fois sur les Îles Malvinas, événement dont le bicentenaire a été commémoré le 6 novembre dernier. Le Gouvernement argentin a également promulgué des règles et établi des structures juridiques et administratives visant à consolider le plein exercice de sa souveraineté sur ces îles, notamment par le développement d'activités commerciales et l'installation de nouveaux habitants.

Parmi les événements marquants du processus de consolidation de l'exercice de la souveraineté argentine sur les îles de l'Atlantique Sud figure la promulgation du décret signé le 10 juin 1829 par le Gouverneur de la province de Buenos Aires, Martín Rodríguez, qui portait création de la structure gouvernementale que nous connaissons, avec à sa tête Luis Vernet, lequel s'est installé sur les îles et y a exercé publiquement son autorité et sa juridiction. Ce décret disposait que « les Îles Malvinas et les îles avoisinantes du Cap Horn dans l'Atlantique ser[aient] gouvernées par un Commandant politique et militaire désigné immédiatement par le Gouvernement de la République ».

Toutefois, le 3 janvier 1833, cet exercice effectif de la souveraineté a été interrompu par un coup de force du Royaume-Uni, qui a occupé les îles de manière illégale et expulsé les autorités argentines légitimes et la population qui y étaient établies. Cette usurpation a porté atteinte à l'intégrité territoriale de la patrie, situation qu'aucun gouvernement argentin n'a jamais acceptée au long de plus de 188 ans d'histoire.

Depuis lors, il existe un différend de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, comme l'a reconnu l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution 2065 (XX) qu'elle a adoptée en 1965.

Conformément à la résolution susmentionnée, à partir de 1966 et pendant 16 ans, les deux pays ont mené des négociations en vue de régler ce différend de souveraineté. Cependant, en dépit des innombrables invitations de l'Argentine et des

exhortations de l'Organisation des Nations Unies, le Royaume-Uni refuse systématiquement de reprendre les négociations sur la souveraineté.

La communauté internationale a réaffirmé qu'il importait de reprendre les négociations bilatérales dans les plus brefs délais, comme énoncé dans 10 résolutions de l'Assemblée générale et 38 résolutions du Comité spécial de la décolonisation, ainsi que dans de nombreuses déclarations émanant d'instances régionales et multilatérales telles que l'Organisation des États américains, le Groupe des 77 et la Chine, le Marché commun du Sud (MERCOSUR), les sommets ibéro-américains, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, le Parlement du MERCOSUR, le Parlement centraméricain, le Sommet Amérique du Sud-Afrique et le Sommet Amérique du sud-pays arabes.

Le refus du Royaume-Uni de se conformer à l'obligation de reprendre les négociations sur la souveraineté est aggravé par les actes unilatéraux auxquels le pays continue de se livrer, notamment en menant des activités d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, auxquelles l'Argentine s'est toujours opposée.

De même, le Royaume-Uni maintient sur les îles une présence militaire injustifiée et disproportionnée et y effectue régulièrement des manœuvres et des exercices contre lesquels l'Argentine a vigoureusement protesté et qui contreviennent aux dispositions des nombreuses résolutions adoptées par les organes de l'ONU et d'autres organismes internationaux sur la question.

Tous ces actes sont contraires à la résolution 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies et ont suscité préoccupation et réprobation de la part de la communauté internationale. La présence militaire est également contraire à la résolution 41/11 de l'Assemblée générale (Zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud), dans laquelle l'Assemblée a notamment demandé aux États de toutes les autres régions, en particulier aux États militairement importants, de respecter scrupuleusement la région de l'Atlantique Sud comme zone de paix et de coopération, en particulier en y réduisant et, à terme, en y supprimant leur présence militaire.

La première disposition transitoire de la Constitution nationale de l'Argentine consacre la volonté immuable et imprescriptible du peuple argentin de rétablir le plein exercice de la souveraineté effective de la nation sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes et insulaires environnantes, dans le respect du mode de vie de leurs habitants et conformément au droit international.

En conséquence, le Gouvernement de la République argentine s'attache à concevoir et à mettre en œuvre des politiques d'État visant à atteindre cet objectif. En 2020, réaffirmant la souveraineté légitime de l'Argentine, le Congrès national a ainsi adopté à l'unanimité trois lois qui renforcent l'action menée à l'appui des revendications du pays. L'Argentine a également créé le Conseil national des affaires relatives aux Îles Malvinas, aux Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et aux zones maritimes environnantes dans le but d'établir un espace pluriel au plus haut niveau institutionnel et de concevoir des stratégies à moyen et long terme.

Par ailleurs, le Gouvernement argentin continue de redoubler d'efforts, toujours par des moyens pacifiques et diplomatiques et dans le respect du droit international, pour consolider le soutien apporté par la communauté internationale à la question des Îles Malvinas et parvenir à un consensus, par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux, afin de créer les conditions nécessaires à la reprise, par le Royaume-Uni, des négociations bilatérales sur la souveraineté dans les termes énoncés dans la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale, ainsi que dans de nombreuses autres résolutions émanant de diverses organisations et instances internationales.

La République argentine réaffirme une fois encore sa souveraineté sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, qui font partie intégrante de son territoire national, ainsi que sa pleine disposition à reprendre les négociations sur la souveraineté avec le Royaume-Uni dans les plus brefs délais afin de trouver une solution définitive à cette situation coloniale.
